



70 cours Berriat
38000 GRENOBLE

Tél. 04 38 49 16 81
contact@lboexperts.fr

www.lboexperts.fr

**ASSOCIATION REGIE DE QUARTIER
VILLENEUVE – VILLAGE OLYMPIQUE
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
97 Galerie de l'Arlequin
38100 GRENOBLE**

**RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**



**ASSOCIATION REGIE DE QUARTIER
VILLENEUVE-VILLAGE OLYMPIQUE
Siège social : 97 Galerie de l'Arlequin
38100 GRENOBLE**

70 cours Berriat
38000 GRENOBLE
Tél. 04 38 49 16 81
contact@lboexperts.fr
www.lboexperts.fr

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 31/12/2024**

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association REGIE DE QUARTIER VILLENEUVE-VILLAGE OLYMPIQUE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.



70 cours Berriat
38000 GRENOBLE
Tél. 04 38 49 16 81
contact@lboexperts.fr
www.lboexperts.fr

Nos travaux ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués notamment pour ce qui concerne les subventions, les provisions, le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association REGIE DE QUARTIER VILLENEUVE VILLAGE OLYMPIQUE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association REGIE DE QUARTIER VILLENEUVE VILLAGE OLYMPIQUE ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



70 cours Berriat
38000 GRENOBLE
Tél. 04 38 49 16 81
contact@lboexperts.fr
www.lboexperts.fr

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.
Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Grenoble, le 4 juin 2025

Pour la société LBO AUDIT SARL
Commissaire aux comptes

Emmanuelle ORTUNO
Commissaire aux comptes

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	48 796	39 967	8 829	10 901
	Autres immobilisations corporelles	298 113	218 852	79 261	104 608
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	92 169		92 169	90 476
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	103 735		103 735	97 403
	Autres immobilisations financières	5 287		5 287	5 287
TOTAL (I)		548 101	258 819	289 282	308 675
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	14 075		14 075	10 255
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	289 571		289 571	319 227
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	157 828		157 828	111 835
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	498 836		498 836	522 064
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	6 871		6 871	11 464
	TOTAL (II)	967 181		967 181	974 845
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		1 515 282	258 819	1 256 463	1 283 520

(1) dont droit au bail

(2) dont à moins d'un an

(3) dont à plus d'un an

5 287

12 301

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	37 732	37 732
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	90 685	135 974
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	467 129	481 201
	Excédent ou déficit de l'exercice	(28 034)	(59 441)
	Total des fonds propres (situation nette)	567 512	595 465
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	47 577	61 235
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	47 577	61 235
	Total des fonds propres	615 089	656 700
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques	80 000	80 000
	Provisions pour charges	127 249	111 433
	Total des provisions	207 249	191 433
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	804	845
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	51 082	83 883
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	310 548	332 455
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	4 910	3 670
	Produits constatés d'avance	66 781	14 535
	Total des dettes	434 126	435 387
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	1 256 463	1 283 520

Résultat de l'exercice exprimé en centimes

(28 033,90)

(59 441,13)

(1) Dont à moins d'un an

434 126

435 387

(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP

804

845

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

	12 mois	12 mois	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	3 070	2 280
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	1 730 174	1 618 220
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 111 476	1 032 576
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	18 151	16 916
Utilisations des fonds dédiés			
Autres produits	775	200	
		</	

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS FINANCIERS	RESULTAT D'EXPLOITATION	(31 402)	(97 974)
	De participation	1 700	846
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	3 392	4 838
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers	5 092	5 684
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières		
	RESULTAT FINANCIER	5 092	5 684
	RESULTAT COURANT avant impôts	(26 310)	(92 290)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	2 922	25 776
	Sur opérations en capital	13 658	22 848
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	16 580	48 624
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	18 053	160
	Sur opérations en capital		15 425
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	18 053	15 585
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	(1 474)	33 038
	Participation des salariés aux résultats		
	Impôts sur les bénéfices	250	190
	TOTAL DES PRODUITS	2 885 318	2 724 499
	TOTAL DES CHARGES	2 913 352	2 783 940
	EXCEDENT ou DEFICIT	(28 034)	(59 441)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
	Dons en nature		
	Prestations en nature	76 343	68 891
	Bénévolat	63 730	44 928
	TOTAL	140 073	113 819
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens	76 343	68 891
	Prestations		
	Personnel bénévole	63 730	44 928
	TOTAL	140 073	113 819

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 1 256 463 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 2 885 318 euros** et un total **charges de 2 913 352 euros**, dégageant ainsi un **résultat de -28 034 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.
Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base et les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable Général (règlement ANC n°2014-03) et du nouveau règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, applicables à la clôture de l'exercice à savoir :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'exploitation.
- régularité, sincérité, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- prudence, indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté

Présentation des activités de la Régie de Quartier

La Régie de Quartier est composée :

* d'un pôle technique regroupant les activités :

- de second oeuvre peinture au niveau de la rénovation en peinture papier peint des logements, des parties communes, des locaux professionnels
- de maintenance immobilière : travaux de petites réparations dans les copropriétés
- de propreté urbaine : collecte d'encombrants et entretien des espaces extérieurs
- de nettoyage : entretien des parties communes, logements, locaux professionnels

* d'un pôle d'utilité sociale regroupant :

- le "pôle développement durable et solidaire" dont l'objectif est de sensibiliser les habitants à la bio-diversité, la valorisation et le tri des déchets
- la "machinerie" composée d'une conciergerie de services aux habitants et d'un tiers-lieu où sont proposés diverses activités (médiation numérique, fablab, outillthèque, ateliers, café associatif...

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

)

- la "médiation associative et citoyenne" qui accompagne les initiatives des habitants, qui participe à l'animation du territoire, qui favorise la participation citoyenne
- la "médiation de nuit" qui assure une fonction de médiation dans les troubles de voisinage en vue de prévenir le vandalisme ou les dégradations.

Faits caractéristiques :

Compte tenu de travaux et de démolitions dans les galeries juxtantes, l'association a été contrainte de déménager au 1 rue des Trembles à Grenoble.

Règles et méthodes comptables

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les durées les plus généralement retenues ont été les suivantes :

Nature des immobilisations	Durée	Mode d'amortissement
Matériels d'activité	de 3 à 8 ans	L
Aménagement des locaux	5 ans	L
Matériel de transport	de 4 à 5 ans	L
Matériel de bureau & informatique	de 3 à 4 ans	L
Mobilier	de 3 à 10 ans	L

L'approche par composant introduite par le règlement CRC n°2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs n'a pas eu d'impact sur les comptes de l'Association ; aucune immobilisation décomposable n'ayant été identifiée.

Les titres de participation sont évalués à leur valeur actualisée soit pour 92.169 €.

Provisions

Au 31 décembre 2024, il a été maintenu une provision pour risque de personnel pour 80.000 €.
Au 31 décembre 2024, il a été estimé pour les salariés en contrat à durée indéterminée de

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

l'Association, que les indemnités de départ à la retraite peuvent être évaluées à la somme de 127.249 € en dette actuarielle, charges sociales comprises et en provisionnant l'abondement accordé sur décision du Conseil d'Administration.

Les hypothèses retenues pour le calcul des engagements retraites sont les suivants :

- calculs sur la base de l'indemnité légale doublée + 500 € de primes avec charges sociales patronales pour 35 %
- taux de progression des salaires en décroissance faible et taux d'actualisation pour 3,35 %
- table mortalité INSEE 2022
- 100 % départ volontaire
- à l'âge de 65 - 67 ans.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.


Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Subventions

Ventilation par financeur des concours publics et des subventions de fonctionnement 2024 (montants affectés à l'exercice comptable 2024) : total de 1.111.476 €

- ETAT / ASP EI pour 388.861 €
 - ETAT / ASP contrats aidés pour 4.000 €
 - ETAT / ASP ADULTES RELAIS pour 135.738 €
 - ETAT ACSE / CUCS pour 24.566 €
 - ETAT / CGET pour Machinerie pour 10.000 €
 - ETAT / discrimination pour 2.000 €
 - ETAT / chantier PROXI pour 11.934 €
 - Département ISERE / Insertion pour 48.100 €
 - Département ISERE / URBAN CROSS pour 2.000 €
 - AURA DEFFINOVE pour 18.952 €
 - METRO / environnement pour 4.000 €
 - METRO / CDN pour 30.000 €
 - METRO / CDN GEANT pour 30.000 €
 - METRO / permanences pour 4.000 €
 - METRO / rencontre citoyenne pour 2.000 €
 - METRO / transition alimentaire pour 4.500 €
- 

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- METRO / faire ensemble pour vivre ensemble pour 4.000 €
- METRO / lieu ressource nouveaux arrivants pour 7.000 €
- METRO / Insertion pour 50.000 €
- METRO/ chantier PROXI pour 11.934 €
- VILLE DE GRENOBLE / CDN pour 236.500 €
- VILLE DE GRENOBLE / cadre de vie pour 49.000 €
- VILLE DE GRENOBLE / discrimination pour 2.000 €
- VILLE DE GRENOBLE / alimentation/environnement pour 915 €
- VILLE DE GRENOBLE / urban cross pour 2.000 €
- VILLE DE GRENOBLE / fête de quartier pour 2.000 €
- VILLE DE GRENOBLE / rencontre citoyenne pour 9.000 €
- VILLE DE GRENOBLE / lieu ressource nouveaux arrivants pour 1.000 €
- VILLE DE GRENOBLE / public allophone pour 2.000 €
- AGEFIPH / pour 509 €
- ALPES SOLIDAIRES / FPH pour 800 €
- FONDATIONS/ pour 12.167 €

Ventilation des subventions d'investissement

- ETAT / Machinerie pour 81.224 € repris en compte de résultat pour 49.776 €
- BRUNEAU / véhicule pour 7.000 € repris en compte de résultat pour 2.493 €
- FOND DE FRANCE / véhicule pour 6.000 € repris en compte de résultat pour 2.137 €
- ETAT DDETS / véhicule pour 13.273 € repris en compte de résultat pour 5.515 €

Fiscalité

L'Association n'est pas soumise aux divers impôts et taxes sauf la taxe sur les salaires.

Mises à dispositions (contributions volontaires)

Dans le cadre de son activité, l'Association bénéficie de la mise à disposition de son local et des fluides, par la Ville de Grenoble, pour une valeur estimée de 76.343 € (annexe à la convention cadre).

Autres informations

Dans le cadre de la loi du 23 mai 2006, la rémunération des trois plus haut cadres dirigeants (Présidente, Trésorier, Secrétaire) est nulle.

Vous trouverez en pages 27, 28 et 29 le détail des produits à recevoir, charges à payer, charges constatées d'avance et produits constatés d'avance.

Les charges exceptionnelles s'élèvent à la somme de 18.053 € pour l'exercice comptable 2024

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

et représentent des pertes sur subventions à recevoir antérieures 17.328 € , des pénalités sur marchés pour 725 €.

Les produits exceptionnels de 16.580 € correspondent principalement, pour 13.658 € à la quote part de subvention d'investissement virée en compte de résultat sur l'exercice 2024, pour 2.922 € à des correctifs sur exercices comptables antérieurs

Les transferts de charges qui représentent la somme de 18.151 € correspondent principalement à des remboursements de formation effectuées par le personnel, par l'organisme UNIFORMATION, à des prises en charge de sinistres par votre assurance et à des remboursements de frais de mission engagées au profit du MDR.

Le bénévolat est estimé à 5.360 heures pour 2024 soit à une valorisation de 63.730 €.

Les honoraires du commissaire aux comptes représentent la somme de 5.040 € TTC, pour l'exercice 2024

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires	37 732			37 732
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles	135 974		45 289	90 685
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	481 201		14 072	467 129
Résultat de l'exercice	(59 441)	59 441	28 034	(28 034)
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	61 235		13 658	47 577
Provisions réglementées				
TOTAL	656 700	59 441	101 053	615 088

Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice			Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations	Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Autres					
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre					
	sur sol d'autrui					
	instal. agencet aménagement					
	Instal technique, matériel outillage industriels	45 558		3 239		48 796
	Instal., agencement, aménagement divers	66 616		1 009		67 626
	Matériel de transport	159 701		4 200		163 901
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	63 962		2 624		66 587
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations grévées de droits					
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	335 837		11 072		346 909
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence					
	Autres participations	90 476		1 693		92 169
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières	102 690		6 332		109 022
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	193 166		8 025		201 191
TOTAL		529 004		19 097		548 101

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	34 657	5 310		39 967
	Autres instal., agencement, aménagement divers	23 451	7 523		30 974
	Matériel de transport	111 443	18 267		129 710
	Matériel de bureau, mobilier	50 778	7 390		58 168
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		220 328	38 490		258 819
TOTAL		220 328	38 490		258 819

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	80 000			80 000
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	111 433	15 816		127 249
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	191 433	15 816		207 249
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		191 433	15 816		207 249

Dont dotations et reprises {
- d'exploitation
- financières
- exceptionnelles

15 816

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

31/12/2024

1 an au plus

plus d'1 an

CREANCES

Créances rattachées à des participations			
Prêts	103 735		103 735
Autres immobilisations financières	5 287	5 287	
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	289 571	289 571	
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	4 257	4 257	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 922	2 922	
Impôts sur les bénéfices			
Taxes sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes versements assimilés			
Divers	144 475	144 475	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	6 174	6 174	
Charges constatées d'avance	6 871	6 871	
TOTAL DES CREANCES	563 292	459 557	103 735

Prêts accordés en cours d'exercice	6 332
Remboursements obtenus en cours d'exercice	
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	

31/12/2024

1 an au plus

1 à 5 ans

plus de 5 ans

DETTES

Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	804	804	
Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine			
Emprunts et dettes financières divers			
Fournisseurs et comptes rattachés	51 082	51 082	
Personnel et comptes rattachés	144 399	144 399	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	142 572	142 572	
Impôts sur les bénéfices	250	250	
Taxes sur la valeur ajoutée			
Obligations cautionnées			
Autres impôts, taxes et assimilés	23 327	23 327	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Groupe et associés			
Autres dettes	4 910	4 910	
Dette représentative de titres empruntés			
Produits constatés d'avance	66 781	66 781	
TOTAL DES DETTES	434 126	434 126	

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts dettes associés (personnes physiques)

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		293 514
Autres créances clients		136 425
<i>CLIENTS - FACTURES A ETABLIR</i>		<i>136 425</i>
Autres créances		157 089
<i>PERSONNEL AVANCE AU CE</i>		<i>4 257</i>
<i>ORGANISMES SOCIAUX PRODUITS A RECEVOIR</i>		<i>2 922</i>
<i>SUBVENTION A RECEVOIR</i>		<i>144 475</i>
<i>PRODUITS DIVERS A RECEVOIR</i>		<i>5 435</i>



Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Charges à payer		220 641
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		804
<i>AGIOS COURUS A PAYER</i>	804	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		7 664
<i>FRS - FACT. NON PARVENUES</i>	7 664	
Dettes fiscales et sociales		207 263
<i>PERSONNEL - PROV. POUR C.P.</i>	139 547	
<i>PERSO AUTRES CHARGES A PAYER</i>	1 495	
<i>CHARGES SOCIALES - PROV CP</i>	49 385	
<i>ETAT CHARGES A PAYER S/ SAL</i>	16 836	
Autres dettes		4 910
<i>CLIENTS - AVOIRS A ETABLIR</i>	4 910	

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION				6 871
Maintenance / parking			6 871	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL				6 871





**ASSOCIATION REGIE DE QUARTIER
VILLENEUVE-VILLAGE OLYMPIQUE
Siège social : 97 Galerie de l'Arlequin
38100 GRENOBLE**

70 cours Berriat
38000 GRENOBLE
Tél. 04 38 49 16 81
contact@lboexperts.fr
www.lboexperts.fr

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
SUR L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2024**

Madame, Monsieur,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

Convention avec la Ville de Grenoble

Personnes concernées : Monsieur ALLOTO Maxence, Monsieur BACK Antoine, Madame DESLATTES Céline, Madame PANTEL Chloé.

Nature :
- Conventions de subventions au titre de 2024 pour un total de 304 415€
- Mise à disposition gratuite du local et de divers matériels pour 76 343€.

Fait à Grenoble, le 4 juin 2025

Pour la société LBO AUDIT SARL
Commissaire aux comptes

Emmanuelle ORTUNO
Commissaire aux comptes